



Chasser les plus grands contribuables – aux dépens de toute la population

L'essentiel en bref:

- L'initiative des Jeunes socialistes pour un impôt sur les successions pousse les meilleurs contribuables à fuir la Suisse
- Cela entraînera des hausses d'impôts pouvant atteindre 1265 francs par an pour les ménages ordinaires
- En cas d'acceptation de l'initiative, tout le monde y perdrait. Une vaste alliance la combat résolument

L'initiative des Jeunes Socialistes touchera de plein fouet la classe moyenne. En poussant les meilleurs contribuables à quitter le pays, elle pourrait entraîner une hausse d'impôts pouvant atteindre 1265 francs par an pour les ménages. Avec un impôt fédéral de 50% sur les successions, c'est aussi l'avenir de nombreuses entreprises familiales qui est directement menacé. Une large alliance s'oppose fermement à ce projet.

L'initiative des Jeunes Socialistes n'a eu aucune chance au Parlement, ne parvenant même pas à convaincre l'ensemble des élus socialistes et verts. Pourtant, la menace d'un impôt fédéral sur les successions continue de planer au-dessus de la Suisse et freine les investissements. L'Alliance interpartis pour le NON s'engage pour que le peuple rejette le plus massivement possible cette initiative néfaste.

Une hausse d'impôts de 1265 francs par ménage

Une étude commandée par le Conseil fédéral démontre que jusqu'à 98% des personnes concernées pourraient quitter la Suisse. Au lieu de générer des recettes supplémentaires, cette initiative entraînerait le départ des plus grands contribuables et des pertes fiscales pouvant atteindre 3,7 milliards de francs par an. Ce manque à gagner toucherait la Confédération, les cantons et les communes. Les conséquences? Une hausse d'impôts pouvant se chiffrer jusqu'à 1265 francs par ménage ou des coupes drastiques dans le service public – par exemple dans la police, la formation ou les transports publics. L'initiative vise les grandes fortunes mais, en fin de compte, c'est la classe moyenne qui en ferait les frais.

Un impôt extrême qui met en péril les entreprises familiales

L'initiative n'autorise aucune exception et met ainsi en péril la pérennité d'entreprises familiales riches en traditions qui sont des employeurs importants dans leurs régions. Avec un impôt de 50% sur les successions, les transmissions familiales deviennent presque impossibles. Les héritiers seront contraints de vendre – et dans bien des cas, ce sont des investisseurs étrangers, sans lien avec les collaborateurs, le tissu industriel ou les traditions locales, qui en profiteront. Mais ce n'est pas tout : cette forme d'expropriation compromet l'esprit entrepreneurial en Suisse. Toute personne disposée à prendre des risques, à innover et à être performante tournera le dos à notre pays.

Une large alliance contre l'initiative

Un tel impôt ne ferait que des perdants. C'est pourquoi le Conseil fédéral, le Parlement et la Conférence des gouvernements cantonaux recommandent de voter NON à l'initiative des Jeunes Socialistes. Une large alliance formée par l'UDC, le PLR, le Centre, les Vert'libéraux et les associations économiques s'engage également contre ce projet et ses conséquences désastreuses pour la classe moyenne et la place industrielle nationale.

Contact

- Thierry Burkart, conseiller aux États et président PLR. Les Libéraux-Radicaux Suisse
- Marcel Dettling, conseiller national et président UDC Suisse
- Nicolo Paganini, conseiller national Le Centre
- Jürg Grossen, conseiller national et président Vert'libéraux Suisse
- Christoph Mäder, président economiesuisse
- Fabio Regazzi, conseiller aux États et président Union suisse des arts et métiers usam
- Martin Hirzel, président Swissmem
- Hans-Jörg Bertschi, président Swiss Family Business
- Philipp Kuttler-Frey, président Association des sociétés anonymes privées